

Germaine de Staël, une amitié amoureuse

Par Léon Noël, dans *Les Cahiers staëliens*, n° 24 1er semestre 1978 pp 3 à 21 ; avec l'aimable autorisation de la Société des Etudes Staëliennes

Le 8 octobre 1800, Madame de Staël écrivait, de Coppet, à Gérando : « Les trois hommes que j'aime le plus depuis l'âge de dix-neuf ou vingt ans, c'est Narbonne, Talleyrand et Mathieu (de Montmorency) ».

A l'époque de la Révolution, émigrée en Angleterre ou réfugiée à Coppet, elle s'employait, semble-t-il, à donner l'impression que dans son cœur les trois se trouvaient sur le même plan et elle ne rencontrait pas que des incrédules : « Ils s'aiment tous comme des frères », écrivait Fanny Burney à propos de tous les quatre, « et je crois que vous ne pourriez vivre un peu avec eux sans reconnaître que leur commerce est celui d'une amitié pure et exaltée ». Mieux renseignés, nous ne sommes pas dupes. Nul doute que Germaine ait un temps éprouvé un très vif attachement pour Charles-Maurice.

Quel fut le caractère de leurs rapports ? Furent-ils de simple, mais ardente amitié ? D'une amitié plus ou moins amoureuse ? « L'évêque » - comme cette calviniste, sans nulle intention ironique ou dénigrante, j'en suis sûr, le qualifia pendant de longues années - fut-il son amant ? Nous l'ignorons et il n'est pas dans mon intention de chercher à élucider cette énigme. Je noterai seulement un souvenir : comme je lui signalais que, dans son livre sur Madame de Staël et les Etats-Unis, qui venait de paraître, Hawkins faisait figurer Talleyrand parmi les amants de Germaine mais avec cette atténuation « jusqu'à un certain point » (up to a certain point), indulgente et souriante, Madame de Pange ne me cacha point que l'hypothèse lui paraissait fort plausible !

Toujours est-il que, sans conteste, aux environs des débuts de la Révolution en tout cas, Madame de Staël a beaucoup aimé Talleyrand et que son attachement pour lui ne passa pas inaperçu. « Nous revînmes d'Italie [à Paris] vers la fin d'octobre (1791), » notait, par exemple, dans son journal de voyage, Miss Berry, « et nous y trouvâmes l'ambassadrice de Suède [...] dans tout le feu de sa passion pour Talleyrand ».

C'est qu'à la vérité, Talleyrand fut, au suprême degré, un charmeur. Tous les témoignages concordent sur ce point. Même les plus sévères contempteurs de ce personnage tant discuté, tant vilipendé, ont été unanimes pour lui reconnaître une sorte de pouvoir d'ensorceleur. En un certain sens, il le conserva toute sa vie. Dès sa prime jeunesse, abbé de Périgord, puis évêque d'Autun, il fut la coqueluche de femmes belles, séduisantes, spirituelles, « à la mode », et jusqu'aux abords de sa vieillesse, certaines d'entre elles n'ont cessé de l'aduler, de l'encenser, de lui faire cortège.

En dépit de sa boiterie, il était bel homme, grand, bien bâti, avec de jolis yeux bleus, au regard alors animé, la voix profonde, portant une extrême attention au moindre détail de sa mise, toujours élégant, soigné, parfumé. C'est ainsi qu'il apparut à Germaine Necker. Encore que, pour elle, les avantages physiques fussent secondaires par rapport aux dons intellectuels, que ce fût par l'esprit qu'elle se montra toujours vulnérable et que la laideur de Benjamin Constant, qui l'avait frappée, à leurs premières rencontres, n'ait fait nul obstacle au goût qu'elle éprouva pour lui, gageons qu'elle ne fut pas insensible à cet aspect du charme de Charles-Maurice, pas plus qu'elle ne le fut à la séduction du beau Narbonne.

Celui de Talleyrand ne procédait pas moins de sa suprême distinction, de sa politesse exquise, qui le rendait digne de rivaliser avec le légendaire Monsieur de Coigny - « l'homme le plus poli de France » -, de sa galanterie, de ses empressements auxquels une apparente froideur conférait un grand prix, de son adresse dans la flatterie. Son comportement, son langage, lui valaient les apparences séduisantes de « l'honnête homme » du XVIIIe siècle, de tradition dans l'ancienne société française. « Ils étaient tous ainsi », observait un jour Louis-Philippe, en parlant des manières en usage au Versailles de Louis XVI. Mais, « ainsi », Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord le fut plus qu'aucun autre.

J'incline à croire, en outre, qu'il avait tiré profit du séjour que, tout enfant, il avait fait en Charente, auprès de son arrière-grand-mère, la princesse de Chalais, petite-fille de Colbert. Il avait respiré là l'air du Grand Siècle et il en resta marqué quelque peu pour toujours.

On s'explique, dès lors, que les femmes les plus prévenues, les plus sérieuses, aient eu de la peine, en le fréquentant, à ne pas se laisser séduire par lui, au moins en quelque mesure (« jusqu'à un certain point ! »). Celles chez qui la vertu était fragile, intermittente ou absente, telle Aimée de Coigny, l'ex-jeune captive, ne pouvaient y échapper. Mais ce fut aussi le cas de plusieurs à la réputation sans tache, êtres d'élite au surplus, comme Madame de La Tour du Pin, l'auteur du délicieux Journal d'une femme de cinquante ans et comme Madame de Rémusat.

A propos d'une visite qu'elle lui avait faite en novembre 1813, Madame de La Tour du Pin notait : « On a dit de lui beaucoup de mal ; il en méritait peut-être davantage, quoi que l'on ne soit pas toujours tombé juste [...] Eh bien ! Malgré tout, il possédait un charme que je n'ai rencontré chez aucun autre homme. On avait beau s'être armé, de toutes pièces, contre son immoralité, sa conduite, sa vie, contre tout ce qu'on lui reprochait enfin, il vous séduisait quand même, comme l'oiseau qui est fasciné par le regard du serpent. »

Madame de Rémusat ressentait, auprès de lui, des impressions analogues : « Soit à tort, soit à raison, je suis entêtée à l'aimer », écrivait-elle à son mari (le 1er septembre 1814). Dans ses Mémoires on peut lire : « J'aimais beaucoup Monsieur de Talleyrand au simple coin du feu ».

Léon Blum, critique informé et psychologue subtil, a relevé avec sagacité, dans une lettre privée, à l'automne de 1940, que cette femme « d'une vertu parfaite » eut « peine à se défendre contre le charme d'un personnage dont la perversité lui répugne, l'attire et l'apitoie tout à la fois ». Elle se plaisait infiniment à causer avec lui.

La conversation fut, en effet, son triomphe. C'est là que sa maîtrise s'imposa avant tout et de très bonne heure. Ce qui, remarquait Sainte-Beuve, « donnait le plus d'éclat et d'ornement » à la société d'avant la Révolution, « c'était l'esprit de conversation et de société », et Charles-Maurice en porta l'art au plus haut point. « Personne ne sait causer dans une bibliothèque comme Monsieur de Talleyrand », rapporte entre autres, Aimée de Coigny, qui l'y représente en ce charmant croquis : « Il prend les livres, les quitte, les contrarie, les laisse pour les reprendre, les interroge comme s'ils étaient vivants ». Sa culture était aussi étendue que son esprit était brillant. D'une intelligence aiguë et rapide, que nul n'a jamais songé à lui dénier, « il avait le bon mot et l'aphorisme », constatait Sainte-Beuve dans une note inédite que j'ai trouvée dans les trésors de la Bibliothèque Lovenjoul. Ses saillies, plus ou moins cyniques, et destinées si souvent à expliquer, pour les justifier, ses palinodies, ou, à se poser - il s'y complaisait - en champion de la morale et pas seulement en maître de la politique, ses expressions frappantes par leur forme, comme par leur contenu, comment résister à la tentation d'en rappeler quelques-unes ?

« Je me mis à la disposition des événements. En vérité, pour arriver, faut-il pas se mettre en route ? ». « La fixité, dans les natures composées, tient à leur souplesse ». « Je n'ai conspiré de ma vie qu'aux époques où j'avais la France pour complice et où je cherchais avec elle le salut de la patrie » (ce qui, par une coïncidence curieuse, est à rapprocher de ce que Napoléon dit de lui à Sainte-Hélène : « Il était toujours en état de trahison, mais c'était de complicité avec la fortune »). Et voici un échantillon de ses « roseries » : « On accuse le roi (Louis XVIII) de n'être pas royaliste : cependant il n'a pas eu de place dans les Cent jours, il a été à Gand et il est prêt à y retourner ».

Admirons encore cette sentence digne d'un moraliste patenté et qu'on croirait l'œuvre de quelque autre Royer-Collard : « L'existence politique de toute nation tient essentiellement à l'observation stricte des devoirs de chaque individu ».

Les relations féminines de Talleyrand ne furent pas les seules à apprécier sa conversation. Beaucoup d'hommes et non des moindres s'en montrèrent enthousiastes. Au témoignage de Charles de Rémusat, « l'Empereur disait de temps en temps que rien ne remplaçait pour lui la conversation de Talleyrand » et il lui fit un jour ce compliment : « En Europe, vous êtes le roi de la conversation ».

Goethe, l'impassible, qui l'observa à Erfurt, en 1808, alors qu'il remplissait les fonctions de grand chambellan et s'entretint avec lui, paraît ne pas avoir échappé non plus à ses sortilèges.

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que Madame de Staël ait été attirée par la virtuosité de cet incomparable causeur, jusqu'à déclarer de sa conversation - le mot est célèbre - que si elle était à vendre, elle s'y ruinerait. Venant de celle qui, dans ce genre, se montrait infatigablement éblouissante, l'éloge est d'un prix inestimable. Il fournit, à coup sûr, une des clés de l'inclination qui les attira l'un vers l'autre.

Tous ceux qui ont eu la fortune d'approcher Madame de Staël ont été d'accord pour lui rendre hommage, à cet égard ; en écho à leur admiration, Sainte-Beuve l'a proclamée « le génie même de la conversation » et a célébré sa « parole improvisée, soudaine, au moment où elle jaillissait toute divine de la source perpétuelle de son âme », et d'ajouter : « C'était là, à proprement parler, ce qui constituait pour elle la vie ».

Dès 1800, le classique Fontanes disait d'elle : « En écrivant, elle croyait converser encore. Ceux qui l'écoutaient ne cessèrent de l'applaudir ». On saisit l'exactitude de ce témoignage pour peu qu'on lise à haute voix, pour soi-même, quelques pages d'un de ses ouvrages ou, tout simplement, de sa correspondance.

Dans ses Mémoires, son « dear Francis », comme elle appelait Chateaubriand, non sans la qualifier de « femme de génie », s'est plu à emprunter à Benjamin Constant un portrait de Corinne : « Un superbe regard, un sourire doux, une expression habituelle de bienveillance, l'absence de toute affectation minutieuse et de toute réserve gênante, des mots flatteurs, des louanges un peu directes mais qui semblent échapper à l'enthousiasme, portrait dont voici un des traits : une variété inépuisable de conversation ».

En pendant au mot d'elle-même exprimant le prix qu'elle attribuait aux propos de l'évêque d'Autun, on connaît celui d'une ancienne amie de son père, Madame de Tessé : « Belle, laide ? Je ne sais, je l'écoutais et je crois n'avoir jamais vu que ses yeux et sa bouche. Si j'étais reine, j'ordonnerais à Madame de Staël de me parler toujours ».

Que ne donnerait-on pas pour avoir eu, ne fût-ce qu'un instant, le privilège d'entendre ces deux virtuoses du verbe échanger leurs réflexions, se renvoyer alternativement la balle dans l'éblouissement de deux feux d'artifice intellectuels simultanés ?

Quoi d'étonnant à ce que Madame de Staël se soit laissée séduire par celui qui, toute sa vie, bénéficia, à un degré extraordinaire, de tant de sympathies, d'amours, d'amitiés ! Sans compter qu'ayant longtemps rêvé de jouer un rôle politique par l'intermédiaire de l'homme auquel elle aurait eu le bonheur de pouvoir, et pour toujours, unir son sort, elle ne manqua pas d'être attirée par l'évêque d'Autun qui, à l'aurore de la Révolution, s'était acquis d'emblée une réputation de vedette politique de premier plan.

Au temps où ils s'étaient retrouvés en Angleterre, elle allait jusqu'à assurer Fanny Burney qu'il était « le meilleur des hommes ». Il lui semblait impossible de se passer de sa présence. Réfugiée en Suisse, en 1793, longtemps elle le pressa de l'y rejoindre. Son rêve était toujours de le réunir autour d'elle à Narbonne et à Mathieu de Montmorency, ses trois préférés (du moment).

La correspondance avec Narbonne, publiée et commentée par Georges Solovieff, montre son vif penchant pour Talleyrand tout en faisant apparaître les premières failles dans leurs relations. Il la laissait souvent de longues semaines sans répondre à ses lettres. Leur rareté lui fut d'autant plus sensible qu'il l'avait habituée à lui témoigner plus d'affection, comme lorsqu'il lui avait écrit de Londres, le 20 janvier 1793 : « Je vais donc vous revoir ! Si jamais j'ose parler de bonheur, je suis sûr que ce sera avec vous ».

Elle se prit à le soupçonner de la desservir auprès de Narbonne dont l'indifférence et l'éloignement progressif la faisaient cruellement souffrir. En même temps, elle se demandait si Narbonne ne lui déconseillait pas de venir la retrouver en Suisse.

Déjà, à l'automne de 1792, elle avait écrit de Coppet à ce dernier : « Ne parlez pas de moi à l'évêque. Il me sait déjà trop mauvais gré de n'être plus sous son charme et je suis si bien sous le vôtre que ma vie tient absolument aux nuances mêmes de mon affection ».

Mais, l'année suivante, ses lettres à Narbonne sont émaillées de recommandations et de réflexions comme celles-ci : « Ne détournez pas l'évêque de venir en Suisse [...] L'évêque trouve mille dangers au voyage. Vous parlez de l'empire de l'évêque sur moi, c'est donc lui qui est parvenu à vous détacher de moi » (17 août 1793).

Cependant ledit évêque sut l'apaiser par quelques lettres. Ses soupçons ne tinrent pas devant la tristesse qu'elle éprouva en le voyant expulsé d'Angleterre par William Pitt et s'embarquer pour les Etats-Unis.

Le 12 mars 1794, elle mande à Meister que les Anglais lui ont ôté de leur pays « (son) aimable, (son) excellent ami ». « Depuis la Révolution, » lui dit-elle, « voilà pour moi le plus grand des malheurs », et d'en chanter les louanges en des termes dont on voudrait pouvoir conclure que Talleyrand n'était pas le monstre d'égoïsme que tant d'autres ont décrit et flétri : « En partant, il n'est pas un seul intérêt de ses amis dont il ne se soit tendrement occupé. C'est un caractère méconnu, mais son esprit si orné, si charmant, est moins

supérieur encore. Je ne sais rien qui me décidât à ne plus le revoir : et peut-être d'autres raisons bientôt forceront à le chercher. Je commence à détester l'Europe ».

De son côté, Talleyrand entend ne pas être oublié dans le vieux continent. Des Etats-Unis, il écrit à Madame de Staël, dès le 1er mars 1794: « Le jour où vous aurez un endroit sûr pour arriver et pour rester, je reviendrai [...]. S'il se fait quelque chose dans notre sens je reviendrai et [...], si les affaires se perdent absolument en Europe, je vous garderai et vous arrangerai une retraite pour les dix années qui vont arriver ; mais faites que nous ne soyons pas séparés plus d'un an ».

Et quelques semaines plus tard (12 mai 1794) : « Je vous l'ai mandé avant de partir et je vous le répète je ferai ce que feront mes amis ; rien ne me porterait à séparer ma vie de la leur. C'est trop de tout mon coeur que je vous aime pour prendre un parti à moi tout seul ».

On sait comment Madame de Staël répondit à ses appels et à ses démonstrations quasi-amoureuses. Grâce à elle, avant tout, il obtint de la Convention d'être rayé de la liste des émigrés, il put revenir à Paris et, finalement, fut introduit, d'un coup, au premier plan de la scène politique, en recevant de Barras et de ses collègues du Directoire le portefeuille des Relations extérieures - point de départ effectif de sa carrière d'homme d'Etat.

Avec élan et sans arrière-pensée, Madame de Staël l'avait aidé, non seulement de son influence, mais de sa bourse en lui prêtant 24 000 francs, alors qu'il se prétendait acculé au suicide faute de ressources.

Quand, le Directoire s'étant effondré, Talleyrand reçut du Premier Consul la récompense que lui valait sa participation au 18 Brumaire, son retour au Ministère des Relations extérieures, Madame de Staël avait toutes raisons de penser qu'elle aurait en lui, au premier rang, avec un ami sûr, un appui efficace auprès du nouveau maître qu'elle admirait, qu'elle considérait comme un très grand homme.

Elle ne tarda pas à déchanter. Elle eut l'amère déconvenue de constater l'échec de ses tentatives - souvent malencontreuses, il est vrai - en vue d'acquiescer sa bienveillance. Dès le 2 mai 1800, elle confiait à Dupont de Nemours qu'elle expliquait la froideur à son égard du Premier Consul par « la petite opposition » de Benjamin Constant contre « l'ordre de choses actuel » et comme, à son sens, « les courtisans de Bonaparte [cette atténuation mérite d'être relevée au passage] sont plus irritables que lui-même », elle l'attribuait au fait qu'elle était « mal » avec « les deux hommes que celui-ci paraissait traiter le mieux : Roederer et Talleyrand ».

Elle sentait l'évêque s'éloigner d'elle prudemment. Sainte-Beuve l'a souligné par une comparaison piquante « Il ne l'avait payée de cette chaleur d'amitié que par un égoïsme ménagé et poli [...]. L'homme qu'elle avait si généreusement servi s'éloigna d'elle alors de ce ton parfaitement convenable avec lequel on s'excuse de ne pouvoir dîner ».

Du moins, était-elle fondée à croire que Talleyrand, même s'il ne la défendait pas auprès de Bonaparte, garderait entre eux une position d'élémentaire neutralité. Elle s'avisait vite qu'il ne s'en tenait pas là et ne se privait pas de lui nuire. Une lettre écrite par elle à Joseph Bonaparte, le 27 mars 1803, en fait foi. Elle y exprime sa conviction que « M. de Talleyrand, dès les premiers jours du Consulat, » lui a « efficacement nuï dans l'esprit » de son frère. Elle avait deviné qu'il se plaisait à monter Napoléon contre elle. Les preuves en abondent. Un jour, par exemple, où il l'interrogeait sur elle et sur ses amitiés, il lui répondit qu'elle jetterait ses amis à l'eau pour se donner le plaisir de les repêcher à la ligne. Napoléon a d'ailleurs confirmé lui-même, à Sainte-Hélène, la malveillance des propos que son grand chambellan lui tenait sur Madame de Staël. Le 3 septembre 1819, le général Bertrand notait, sur ses Cahiers, une réflexion de l'Empereur : « Talleyrand ne l'a pas servie dans mon esprit il lui devait pourtant sa rentrée en France. Il la connaissait et la craignait [...]. Il me disait : c'est une femme avec qui vous ne pourrez être bien ; ainsi, il faut rompre avec elle, et le plus tôt sera le mieux, parce qu'il y aura moins à disputer ». « Il avait raison », ajouta Napoléon, qui n'en formula pas moins un regret : « Cependant, d'un mot, cette femme aurait été enthousiasmée ; elle n'attendait qu'un mot, qu'une caresse. Elle eût pu m'être fort utile. Elle serait entrée dans mon système [hypothèse évidemment illusoire !]. C'était une femme de talent, intelligente, ambitieuse. Comme dirait Talleyrand, elle parle comme elle écrit et une telle femme est bien intéressante ».

Les Cahiers du général Bertrand fournissent, d'autre part, un échantillon du ton inconvenant que certains serviteurs de Napoléon se permettaient d'employer pour lui parler d'elle. Narbonne aurait été jusqu'à lui révéler une particularité physique intime qu'il aurait dû être le premier à respecter puisqu'elle était la mère de deux de ses enfants, et que, par surcroît, elle lui avait sauvé la vie après le 10 août 1792. A cet égard, Narbonne, qu'on aurait cru un modèle de tact et de parfaite éducation, ne valait pas mieux que « l'évêque » :

ces deux gentilshommes étaient des roués chez qui la délicatesse n'était nullement à la hauteur de la distinction et de l'esprit.

Madame de Staël souffrit grandement du comportement de Talleyrand, tout en éprouvant, me semble-t-il, beaucoup de peine à lui en vouloir réellement. Le 16 août 1808, dans une lettre à O'Donnell, elle le mentionne comme étant le « seul » de ses amis qui se soit brouillé avec elle ; elle ne dit d'ailleurs pas - la nuance est significative - qu'elle est brouillée avec lui, mais bien qu'il l'est avec elle.

Cette « brouille » ne l'empêcha pourtant pas, l'année suivante, de faire appel, de Genève, à son influence pour obtenir de l'Empereur « la liquidation des deux millions [ces deux millions prêtés par Necker à Louis XVI] qui - disait-elle - font plus que la moitié de notre fortune et de l'héritage de mes enfants ». A cette occasion, elle lui parle dans des termes dont quelques-uns laissent deviner la persistance d'une vieille affection : « Vous serez étonné de revoir une écriture dont vous avez perdu le souvenir. A la distance où nous sommes, il me semble que je m'adresse à vous comme d'un autre monde » et, à la fin de cette lettre : « Adieu, ne causerai-je donc pas encore avec vous avant la vallée de Josaphat ? Il y a des moments où, malgré mon profond dégoût de la vie, je suis encore assez aimable : alors je pense que j'ai appris cette langue de vous ; mais avec qui la parlerai-je ? Adieu... »

A dire vrai, elle lui avait, peu à peu, pardonné son ingratitude. Mais qu'on ne s'y trompe point. Ce n'était ni par faiblesse, ni par candeur. Elle en était arrivée assez vite à le juger à son aune, mais sa bonté naturelle et ce qu'il y avait encore en elle d'une disciple de Jean-Jacques Rousseau, encline, en dépit de tout, à juger avec indulgence le fond de la nature humaine, l'emportait sur ses griefs et elle en avait pleinement conscience. Témoins ce qu'elle devait écrire à Wellington lorsque, en octobre 1816, il fut, quelque temps, exclu de la Cour des Tuileries, pour avoir tenu, à un dîner de l'Ambassade d'Angleterre, des propos scandaleux : « J'ai été hier soir chez Monsieur de Talleyrand afin de lui apprendre comment on doit se conduire avec ses amis malheureux. Comme il m'a abandonnée sous Bonaparte, je m'amusais du contraste et c'était une vengeance tout comme une autre : il n'y avait presque personne excepté des affidés [...]. Personne de marquant, la veille toute la France, le lendemain personne ».

Rentrée à Paris à la première Restauration, elle s'était, suivant sa propre expression, « raccommodée » avec Talleyrand, et leurs relations redevinrent amicales le peu de temps qui lui restait à vivre.

En réalité, ils étaient trop différents pour qu'il y eût entre eux des liens d'attachement véritables, profonds et durables. S'ils étaient rapprochés par l'intelligence, la culture, la verve, un même goût pour la vie de société, un attrait commun pour le maniement des idées générales et, avant tout, pour la politique, les contrastes qui les opposaient étaient tels qu'il est difficile d'imaginer deux êtres plus dissemblables quant à l'essentiel.

Les qualités maîtresses de Madame de Staël furent probablement sa bonté, sa bienveillance et sa générosité. Dans l'âme incertaine et mobile de Talleyrand, il y eut un élément constant : un fond de méchanceté. On a retenu de lui maints mots cruels sur ceux-mêmes qu'il prétendait avoir été ses meilleurs amis. La lecture de ses Mémoires apporte de nombreuses preuves de cette tendance. Dans ses pages sur la Restauration, par exemple, il s'est montré d'une incroyable perfidie envers le duc de Richelieu qui l'avait comblé d'égards.

A la fidélité absolue en amitié de l'une s'opposaient la légèreté et l'ingratitude de l'autre. En aucune circonstance Talleyrand n'aurait songé à imiter Madame de Staël quand, aux heures les plus tragiques de la Révolution, à Paris, puis à Coppet, elle s'employait, non sans risques, à aider, par tous les moyens en son pouvoir, des amis que menaçaient la prison et la guillotine.

L'idée qu'ils se faisaient de l'amour n'avait rien de semblable. Pour Talleyrand, qui ne pêcha jamais par excès de sensibilité, il se réduisait à la sensualité, tandis que Madame de Staël en avait une conception que je qualifierai de globale et lui attribuait une valeur absolue devant répondre à toutes les aspirations de l'être.

Autant Madame de Staël était spontanée, autant elle se laissait emporter par le premier mouvement, autant Talleyrand s'en méfiait. Il était tout calcul et n'avait aucune peine à affecter la froideur ou l'indifférence. Toute sa vie, elle resta, en somme, attachée à l'idéal philosophique, social et politique qu'elle avait conçu dans sa jeunesse, et toujours prête à le défendre avec ardeur. Talleyrand ne ressentit jamais, je le gage, ce qu'Aristide Briand, parlant de lui-même, devait appeler « des enthousiasmes de jeunesse ». Foncièrement sceptique, il put s'adapter à tous les régimes, les servir, en tirer profit, les trahir ensuite avec la même indifférence. Il fallut à Madame de Staël l'inépuisable indulgence qui l'animait pour ne pas refuser sa sympathie à ce Protée qui put, aussi naturellement, briguer et recevoir la mitre épiscopale, proposer, à la tribune de la Constituante, la mise à la disposition de la nation des biens du clergé, entretenir de bons rapports avec Danton et plus tard avec Barras, être ministre du Directoire, de Napoléon, de Louis XVIII,

participer successivement, plus ou moins près de l'autel, aux sacres de Louis XVI, de Charles X et, comme ambassadeur du roi-citoyen, au couronnement de Guillaume IV d'Angleterre !

J'ose soutenir que Madame de Staël n'était pas intéressée, à l'inverse de Talleyrand qui aurait pu prendre comme devise : « les affaires avant tout ». A toute époque, son avidité fut extrême et littéralement insatiable. Nul doute que, dans sa carrière, gagner de l'argent pour en dépenser, mais aussi pour en accumuler, fut sa préoccupation dominante. En réalité, il n'eut jamais qu'une vocation - et une seule - celle de financier, il serait plus exact de dire d'homme d'affaires, pour ne pas dire d'affairiste. Dès sa jeunesse, ce sont les questions de cet ordre qui l'ont inspiré avant tout. Pour s'en convaincre, il suffit de mesurer la place qu'il a réservée dans ses Mémoires aux problèmes financiers et économiques avec une complaisance avouée, en y revenant à plusieurs reprises, non sans essayer de s'en excuser en des termes savoureux : « Cette riche (je le cite), cette riche matière pourrait me mener très loin, car elle est pour moi pleine de charme ». Pendant la guerre d'Amérique, ce singulier ecclésiastique avait armé un corsaire de compte demi avec son ami Choiseul-Gouffier. Au temps de la Constituante, ce qu'il ambitionnait, c'était la succession de Necker, le portefeuille des Finances et aucun autre, et Mirabeau, avec lequel il avait eu l'occasion de trafiquer, soutenait cette candidature. A son retour d'émigration, c'est comme spécialiste en ces matières qu'il est connu. Admis aussitôt à faire partie du nouvel Institut national, c'est dans la section d'Economie politique qu'il est placé.

Point n'est besoin de rappeler que, de son propre aveu, sa nomination comme ministre des Relations extérieures le réjouit avant tout parce qu'elle lui ouvrait la perspective de fructueuses opérations qu'il ne perdit aucune occasion de réaliser. Il reçut de l'argent de Catherine II, dès l'époque de la Constituante, plus tard d'Alexandre Ier des Etats-Unis, du Portugal, des princes allemands, de la Prusse et de l'Autriche, des Bourbons d'Espagne et de ceux de Naples, du roi de Hollande, des Anglais au temps du Congrès de Vienne, et du Pape lui-même, pour le récompenser de lui avoir restitué Bénévent - et j'en passe, j'en oublie et j'en ignore...

Malgré l'insistance et, si l'on veut, l'acharnement qu'elle mit en oeuvre pendant tant d'années, sous les règnes successifs et jusqu'à la Restauration, pour obtenir du Trésor français le remboursement des deux millions prêtés par son père à Louis XVI, rien n'autorise - n'en déplaie à Henri Guillemin - à nier qu'à cet égard, également, Madame de Staël se soit montrée radicalement différente de l'« évêque ». Sans qu'il soit besoin de faire appel à Karl Marx, à la mythologie de la lutte des classes, voire à la psychanalyse, son comportement dans cette affaire me paraît s'expliquer de la façon la plus simple, et pourtant, la plus honorable.

Il n'est pas nécessaire d'avoir vécu jusqu'à mon âge pour savoir ce qu'était, traditionnellement, l'état d'esprit d'une mère de famille « bourgeoise », même n'appartenant pas à ce qu'il est convenu d'appeler la « haute bourgeoisie ». Madame de Staël considérait, j'en suis sûr, comme un devoir d'état de faire en sorte que soit sauvegardé, et dans la mesure du possible accru, le patrimoine susceptible de revenir à ses enfants. Sa constante revendication ne me paraît pas, à en juger tout au moins d'après mes informations, avoir influé sur son attitude politique, l'avoir déterminée à accepter ou à atténuer ses critiques d'opposante. La preuve en est qu'à la veille d'obtenir une décision favorable du gouvernement de Louis XVIII, elle ne se privait pas de garder son habituelle indépendance de jugement envers la Restauration. En ce domaine, notamment, sa mentalité devait apparaître étrangère, sinon explicable, au prince de Talleyrand !

Sur un autre plan, il n'est certainement pas aventureux de le conjecturer, les prises de position de Madame de Staël avaient tout pour le surprendre. Pouvait-il apprécier que la fille de Necker, cette Suissesse mariée à un Suédois, se considérât comme française et réagît en conséquence avec passion dans des conjonctures où l'évêque d'Autun se souciait fort peu (apparemment en tout cas) de la patrie qui était la sienne ?

La France a cette chance que, de tout temps, les étrangers l'adoptent, en se sentant, eux-mêmes, français, parce qu'elle incarne, pour eux, un idéal, tantôt parce qu'elle est la France des croisades et de saint Louis, tantôt encore (et il serait aisé de l'attester en citant certains noms parmi nos contemporains) parce qu'elle est le pays de la Déclaration des Droits de l'Homme et de la Révolution.

D'une façon générale, Madame de Staël comprenait la valeur du sentiment patriotique. Comme l'a remarqué Simone Balayé, « une des thèses de Corinne, c'est précisément l'exaltation des héros qui ont lutté pour sauver l'indépendance de leur pays et leur liberté ».

Madame de Staël n'était pas uniquement attachée à Paris, sa ville natale, où elle avait été élevée, où elle s'était formée intellectuellement, où elle avait brillé et enregistré les premiers effets de son irradiante influence. Elle ne se tenait pas non plus comme liée à la France par sa seule adhésion aux principes

philosophiques et politiques qu'elle y avait acquis. Elle se sentait - je dirai presque - elle se croyait, et, en toute sincérité, vraiment et complètement française.

Certes, elle avait souhaité - et avec quelle ardeur ! - la chute de Napoléon en qui elle voyait le dictateur et l'insatiable conquérant. Par amour de la liberté, par attrait pour des institutions conformes à son idéal, elle n'avait pas craint de prêcher la croisade contre lui et d'agir, dans ce sens, auprès du tsar, de Bernadotte, du général Moreau, de Dumouriez lui-même. Mais c'était avec l'illusion que le destin de la France serait distingué du sort de l'Empereur.

Dès qu'elle eût compris que la chute de Napoléon entraînerait une catastrophe pour la France, elle s'en montra navrée. Sa fille, la duchesse de Broglie, affirmait – Madame de Pange l'a signalé - que « depuis la bataille de Leipzig, prévoyant l'envahissement de la France, elle n'avait cessé de souffrir. C'est alors qu'elle écrivait à Benjamin Constant : « Est-ce le moment de dire du mal des Français ? [...] que Dieu me bannisse de France plutôt que de m'y faire rentrer par des étrangers ! [...] Quant à l'homme, quel cœur libre voudrait qu'il fut renversé par les cosaques ? [...] Je désire que Bonaparte (ceci soit dit en passant, elle ne s'abaissa jamais à l'appeler Buonaparte, comme le fit Talleyrand, de la chute de celui à qui il devait tant, jusqu'au jour où la réapparition du drapeau tricolore l'incita à changer à nouveau de langage) je désire que Bonaparte, soit victorieux et tué ». Et tout le monde connaît le fameux : « Benjamin vous n'êtes pas français. [...] Voilà la différence entre vous et moi ».

Qui douterait de ses sentiments n'aurait pour se persuader de leur parfaite sincérité qu'à relire cette « page vibrante » des Considérations sur la Révolution française reproduite également par Madame de Pange et dont voici les premières lignes : « Après dix ans d'exil, j'abordai à Calais et je comptais sur un grand plaisir en revoyant ce beau pays de France que j'avais tant regretté. Mes sensations furent tout autres que celles que j'attendais. Les premiers hommes que j'aperçus sur la rive portaient l'uniforme prussien [...]. En approchant de Paris, les Allemands, les Russes, les Cosaques, les Bashkirs s'offraient à mes yeux de toutes parts : ils étaient campés autour de l'église Saint-Denis, où la cendre des rois de France repose [...]. Voir Paris occupé par eux, les Tuileries, le Louvre gardés par des troupes venues des confins de l'Asie, à qui notre langue, notre histoire, nos grands hommes étaient moins connus que le dernier Kan des Tartares, c'était une douleur insupportable ».

Elle s'exprimait là comme Chateaubriand, dans la page magnifique où, parlant de Waterloo dont il disait avoir entendu le canon, il écrivait : « Bien qu'un succès de Napoléon m'ouvrît un exil éternel, la nature l'emportait dans ce moment dans mon cœur : mes vœux étaient pour l'opresseur de la France, s'il devait, en sauvant notre honneur, nous arracher à la domination étrangère ». Par un mouvement d'idées semblable, Madame de Staël avait écrit, après le retour de l'île d'Elbe : « C'en est fait de la liberté si Bonaparte triomphe et de l'indépendance nationale s'il succombe ». Le « dear Francis » et Madame de Staël étaient des caractères de même trempe.

En publiant les lettres de Madame de Staël à Wellington, dans l'excellent petit livre qu'il a consacré à leurs rapports et que je viens de me procurer le délicat plaisir de relire, et aussi dans la conférence qu'il a prononcée à Strasbourg, il y a un an sur Madame de Staël et la politique européenne de 1813 à 1815, Victor de Pange a réuni toute une série de textes qui confirment la noble attitude de son ancêtre.

Si, le 8 août 1815, celle-ci félicite de sa victoire le « Duc de Fer » qu'elle avait rencontré quelques mois plus tôt à Paris, c'est pour lui recommander aussitôt chaleureusement de ne pas « humilier vingt-quatre millions de Français » et pour souhaiter « la prompte fin des maux de la France ». Le 21 février 1816, elle insiste, de Pise, auprès de Wellington, pour qu'il hâte l'évacuation de la France : « Mon cœur vraiment français ne peut pas supporter la présence des troupes étrangères. Représentez-vous des Français campés dans Hyde Park ». Dans toutes ses lettres au vainqueur de Napoléon, elle s'exprime en pure Française et ne cesse de lui parler de la France comme de son pays, son « malheureux pays », « la France est mon pays ». Le 1er décembre 1816, elle lui déclare : « Je suis française, fille de l'homme qui a le plus aimé la France et le sort de la Pologne me fait horreur pour mon pays ». Dans le même temps, rencontrant Canning dans un salon parisien, elle ne craignit pas de lui dire, avec véhémence : « Les puissances alliées ayant promis de ne faire la guerre qu'à Bonaparte, il était injuste de nous traiter comme il a traité la Prusse après la bataille d'Iéna ».

Quel était donc, à la même époque - la comparaison est édifiante - le langage qu'employait, envers Wellington, l'ancien vice-grand-électeur, grand chambellan, prince souverain de Bénévent et ministre de Napoléon qui l'avait comblé d'honneur et de richesse ?

Dans sa correspondance, on ne découvre point la moindre trace du regret qu'aurait dû lui inspirer, fût-ce par une simple réaction d'humanité, les lourdes pertes de l'armée française. Il ne sait en parler qu'avec une choquante désinvolture. Pas une réserve non plus, qu'il eût été élémentaire qu'il éprouvât pour les lendemains de l'invasion sur le sort qu'attendait la France, sur les ambitions alliées ! Pas la plus légère trace d'émotion patriotique !

Son enthousiasme pour Wellington qu'il qualifie de « notre (sic) grand, admirable duc », est dithyrambique et sans réserve. Il éclate dans les lettres qu'il écrivait à la duchesse de Courlande sur la route qui le menait de Mons à Paris. Ecoutez plutôt : « La bataille de Leipzig n'est rien auprès de celle du 18. Le champ de bataille est couvert de morts. Sur dix-sept personnes qui étaient autour de l'admirable duc de Wellington, treize ont été tuées ou blessées (pas question des pertes françaises !). Il a battu par talent, par ténacité, par génie, car il a fait des manoeuvres nouvelles » (ce qui était faux) (lettres des 23 et 26 juin). Quelques jours plus tard (3 juillet), il renchérit : « Wellington a fait seul les affaires de tout le monde. C'est un homme admirable. Son caractère est beau, simple, et il est sur le champ de bataille une espèce de dieu ».

Le grand seigneur sceptique et corrompu ne voyait, lui, dans la victoire des Alliés, que de nouvelles perspectives de carrière, avec la satisfaction de sa rancune contre Napoléon. Il allait d'ailleurs recevoir tout de suite la récompense de sa nouvelle palinodie. L'influence de Wellington sur Louis XVIII lui assura la présidence du Conseil. Plus tard, beaucoup plus tard, alors qu'ambassadeur de Louis-Philippe à Londres, il était attaqué, à la Chambre Haute, par Lord Goderich, Lord Wellington, ancien Premier Ministre et chef de l'opposition, le paya à nouveau en n'hésitant pas à lui donner ce certificat : « Jamais le caractère public et privé d'un homme n'a été autant travesti que l'a été le caractère public et privé de ce personnage ».

En adulant, au lendemain de Waterloo, le « Duc de Fer », Talleyrand avait fait un excellent placement.

Dans une page destinée d'abord à être insérée dans De l'Allemagne, Madame de Staël a tracé un portrait de ce qu'aurait dû être celui que, toute sa vie, elle aspira, en vain, à rencontrer pour se lier totalement à lui - « ce héros, qu'elle ne rencontrera jamais », comme l'a écrit Madame de Pange.

Pour elle, « ce héros », devait posséder une « générosité sans mélange de considérations humaines », se sentir « toujours attiré par le malheur », faire preuve d'« une délicatesse qui épargnât toutes les peines à la femme la plus sensible », « une bravoure intrépide réunie à la plus timide inquiétude pour ce qu'on aime », « une soumission au devoir qui garantit l'indépendance envers les autorités de la terre », « l'audace contre le danger », « une sorte d'indifférence pour toutes les prospérités de la vie » ; il devait enfin, antithèse de l'un des aphorismes les plus cyniques - et les plus célèbres de notre personnage - voir « si l'on ne souille pas la parole en s'en servant pour dénaturer ce qui est juste et vrai ».

Même abrégé comme je suis contraint de le faire, ce texte - portrait si l'on peut dire d'un anti-Talleyrand -, donne la mesure tout à la fois de ce que fut le constant idéal de Madame de Staël et des désillusions, des déceptions parfois cruelles, que lui infligea Talleyrand. Elles étaient inévitables tels qu'ils étaient elle et lui.